

# **600 milliards d'euros sur 10 ans pour l'investissement écologique et social**

## **Un financement par emprunt auprès de la Banque centrale**

*Une proposition coordonnée par l'économiste Alain Grandjean, membre du Comité de Veille Ecologique de la Fondation pour la Nature et l'Homme, avec la contribution de Nicolas Bouleau, François Carlier, Julien Dourgnon, Gabriel Galand, Gaël Giraud, Jean-Luc Gréau, André-Jacques Holbecq, Medhi Ouchallal et Stéphanie Roy.*

**Face aux politiques de rigueur qui fleurissent partout en Europe et menacent de plonger notre pays dans la dépression, la Fondation pour la Nature et l'Homme (FNH) propose une solution originale pour financer un plan de transition vers une économie soutenable. Pour cela, la Fondation demande au gouvernement français d'inscrire à l'agenda européen le recours à la création monétaire de la banque centrale pour financer les investissements écologiques et sociaux de long terme.**

## **Le mur de la dette paralyse les capacités publiques d'investissement**

Le défi premier du 21<sup>ème</sup> siècle est de réorienter notre modèle économique. Cela nécessite un plan d'investissement pour la transition écologique, la baisse radicale de notre dépendance à l'énergie et l'apport de solutions à la crise sociale. Aujourd'hui cette direction est de fait abandonnée.

Dans un contexte de crise de la zone euro où l'accent est mis partout sur les politiques de rigueur pour réduire les déficits publics, l'Union Européenne s'apprête à adopter un paquet législatif qui vient encore durcir la gouvernance économique des pays membres. S'il est bien sûr important de gérer les comptes publics avec sérieux, les mesures d'austérité mises en œuvre en Europe ne feront qu'aggraver une situation économique déjà difficile. Les conséquences sociales seront lourdes et les Etats, paralysés par l'ampleur de leur dette, ne seront pas en mesure de lancer le plan d'investissement nécessaire à la transition écologique et sociale.

Du côté du secteur privé, les acteurs financiers sont inaptes à financer les investissements de transition car leurs retours financiers sont trop longs ou trop faibles pour intéresser ces acteurs et leurs actionnaires orientés vers le très court terme.

## **Financer l'avenir par l'emprunt à la banque centrale**

La rupture économique passe donc avant tout par une rupture dans les modalités du financement public. La Fondation plaide pour que l'Etat puisse emprunter à taux nul ou très faible auprès de la banque centrale. Il serait ainsi libéré des risques systémiques induits par les bulles spéculatives qui agitent ces marchés dont la réglementation est, aujourd'hui encore, très insuffisante. Il pourrait, enfin, préparer le long terme sans alourdir la charge de la dette.

Cet outil « non conventionnel » de financement a été mobilisé pour sauver les banques et est aujourd'hui couramment utilisé dans le monde pour le secteur public (aux Etats-Unis par exemple). L'expérience montre que le risque d'inflation qu'on lui associe parfois est en fait négligeable.

## **600 milliards d'euros sur 10 ans, sans alourdir la dette publique**

La Fondation estime qu'il est possible et nécessaire de dégager pour la France 600 milliards d'euros sur dix ans sans alourdir le poids de la dette publique. Ce montant serait strictement affecté à une agence publique d'investissement et sorti du calcul du déficit public courant. Il serait exclusivement affecté aux investissements d'avenir permettant de mettre en marche la transition écologique et sociale ; par exemple :

- Accélérer l'isolation des bâtiments anciens afin de diminuer notre consommation d'énergie et son coût.
- Construire de l'habitat, notamment social, pour résorber notre déficit historique de logements qui est un puissant facteur d'inégalité.
- Accroître les aides agro-environnementales pour soutenir la transition de l'agriculture.

Ce projet peut et doit, bien entendu, s'étendre à l'ensemble de l'Union Européenne dans le respect des spécificités de chaque Etat-membre.

Par un courrier du 18 mai, la Fondation a demandé à la Ministre de l'Economie que la France mette ce mécanisme de financement à l'agenda européen et ce dès la prochaine réunion de l'Eurogroupe du 14 juin.

**Contact presse :**  
**Fondation pour la Nature et l'Homme**  
**Manuela Lorand**  
**01 41 22 10 94 – [m.lorand@fnh.org](mailto:m.lorand@fnh.org)**